ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 24 décembre 1965, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux cartes d'identité", a donné le 7 février 1966 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 24e december 1965 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de identiteitskaarten", heeft de 7e februari 1966 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

L'alinéa 2 devrait être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative, modifiée par les lois des 8 novembre 1962 et 2 août 1963;".

L'alinéa 4 doit être omis. Il n'est pas d'usage de mentionner au préambule les arrêtés que le projet abroge expressément.

L'alinéa 5, qui ne constitue pas le fondement légal du projet, peut être omis.

DISPOSITIF.

Article 4.

L'article 4 du projet dispose :

"...

§ 2. Les textes imprimés sont bilingues français-néerlandais ou néerlandais-français dans les communes de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale, prévu à l'article 6, § 1er, de la même loi.

Il est fait usage de l'un ou de l'autre de ces formulaires selon que le titulaire désire que les inscriptions soient faites en langue française ou en langue néerlandaise.

.../...

§ 3. Les textes imprimés sont :

1° bilingues français-néerlandais ou néerlandais-français, selon qu'elles sont situées en région de langue française ou en région de langue néerlandaise, dans les communes indiquées à l'article 4, § 1er, de la loi du 8 novembre 1962, modifiant notamment la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative;

2° bilingues néerlandais-français dans les communes visées à l'article 7, § 1er,de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative;

3° bilingues français-allemand dans les communes malmédiennes visées à l'article 8, 2°, de cette même loi;

4° bilingues allemand-français dans les communes indiquées à l'article 5 de cette même loi.

Dans toutes les communes visées au présent paragraphe les inscriptions sont faites dans la langue indiquée par le titulaire".

Il importe de rechercher si cette disposition est conforme à la législation relative à l'emploi des langues en matière administrative.

1. La"carte d'identité et d'inscription aux registres de population" a été créée par un arrêté royal du 6 février 1919. Elle revêt ainsi le caractère d'un titre valant certificat d'inscription au registre de la population. Suivant l'arrêt de la Cour de cassation, chambres réunies, du 18 novembre 1924 (Pas. 1925-I-25),elle n'est que "la reproduction ou même un simple état des énonciations des registres".

.../...

2. L'article 1er de l'arrêté royal du 6 février 1919 prévoyait que la carte d'identité devait être conforme au modèle déterminé par le Ministre de l'Intérieur.

L'arrêté ministériel du 8 février 1919 (Moniteur du 22 février 1919), pris en exécution de l'arrêté précité, ne contenait pas de disposition relative à la langue à utiliser pour la rédaction de la carte d'identité, mais les mentions imprimées du modèle unique annexé à cet arrêté étaient rédigées dans les deux langues nationales.

La loi du 22 mai 1878 relative à l'emploi de la langue flamande en matière administrative, en vigueur au moment où les arrêtés de 1919 furent pris, ne réglait l'usage des langues nationales que pour les avis et communications à adresser au public et pour la correspondance administrative dans les provinces d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale et du Limbourg et dans les arrondissements de Louvain et de Bruxelles.

3. La loi du 31 juillet 1921, qui remplaça et abrogea la loi du 22 mai 1878, déterminait pour la première fois les langues dont il serait fait usage dans les actes à dresser par les autorités publiques.

Son article 8 disposait :

"Les actes à dresser par les administrations centrales de l'Etat et des autorités publiques seront rédigés dans la langue indiquée par l'intéressé.

Les actes à dresser par les autres autorités publiques seront rédigés dans la langue déterminée par la présente loi pour les services intérieurs, mais tout intéressé pourra s'en faire délivrer, par traduction dans l'autre langue nationale, expédition ou copie certifiées exactes ...".

.../...

Après la promulgation de cette loi, le Gouvernement n'estima pas devoir apporter de modification au régime linguistique des cartes d'identité.

4. La loi du 31 juillet 1921 fut à son tour remplacée et abrogée par la loi du 28 juin 1932. L'article 8 de cette même loi, qui reprenait et complétait l'article 8 de la loi précédente, disposait :

"§ ler. Les actes et certificats à dresser par les administrations centrales de l'Etat et par les administrations qui leur sont assimilées ainsi que par celles visées aux articles 2 (1) et 6, § 4, seront rédigés dans la langue indiquée par l'intéressé.

§ 2. Les actes et certificats à dresser par les autres administrations publiques seront rédigés dans la langue déterminée par la présente loi pour leurs services intérieurs mais tout intéressé qui en établira la nécessité, pourra s'en faire délivrer gratuitement par traduction dans l'autre langue nationale expédition ou copie certifiée exacte, en faisant la demande au gouverneur de sa province".

L'exposé des motifs justifiait comme suit cette modification :

"L'article 8 de la loi est légèrement amendé : après les mots, les"actes ...",qui figurent aux alinéas ler et 2, les mots "et certificats" ont été ajoutés. On a contesté que l'obligation édictée par le texte s'étende notamment à la délivrance de cartes d'identité" (Pasin. 1932, page 176).

(1) L'article 2 visait notamment les administrations communales de l'agglomération bruxelloise.

C'est sous le bénéfice de cet élément interprétatif que l'article 8 fut adopté; la volonté du législateur est donc certaine : les cartes d'identité sont soumises au régime linguistique établi par la loi pour les actes et certificats à dresser par les autorités publiques.

5. La réglementation relative à la carte d'identité fut modifiée par l'arrêté ministériel du 11 mai 1936 (Moniteur du 24 mai 1936) dont l'article unique complétait comme suit l'article 2 de l'arrêté ministériel du 8 février 1919 :

"Le texte imprimé sera unilingue néerlandais dans les communes auxquelles la législation sur l'emploi des langues en matière administrative applique le régime linguistique flamand; il sera unilingue français dans les communes auxquelles ladite législation applique le régime français; il sera bilingue :

1° dans les communes de l'agglomération bruxelloise telle qu'elle est constituée par la législation précitée; la priorité dans le texte imprimé sera accordée à la langue choisie par le conseil communal pour le service intérieur de l'administration;

2° dans les communes où , d'après le dernier recensement décennal,au moins 30 p.c. des habitants ont déclaré parler le plus fréquemment la langue de l'autre région linguistique; toutefois, dans ces dernières communes la priorité dans le texte sera toujours accordée à la langue de la majorité.

Les formulaires bilingues doivent être remplis dans la langue indiquée par le requérant".

.../...

6. L'arrêté royal du 6 février 1919 et l'arrêté ministériel du 8 février 1919 ont été abrogés et remplacés par l'arrêté du Régent du 1er mars 1950, actuellement en vigueur.

Les §§ 2 et 3 de l'article 4 de cet arrêté prévoient respectivement que les textes imprimés sont établis dans les deux langues nationales lorsque les cartes sont délivrées dans les communes de l'agglomération bruxelloise et dans les communes où, d'après le dernier recensement décennal, 30 p.c. des habitants ont déclaré parler le plus fréquemment la langue de l'autre région linguistique (§ 1er), et que les textes imprimés sont établis en allemand, en français et en néerlandais lorsque ces cartes sont délivrées dans les communes de langue allemande des cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith.

7. En prévoyant l'utilisation dans les communes qu'ils déterminaient, de textes imprimés bilingues, les arrêtés précités des 11 mai 1936 et 1er mars 1950 n'étaient pas conformes à l'article 8 de la loi du 28 juin 1932 lequel, pour la rédaction des actes et certificats, prévoyait l'usage soit de la langue indiquée par l'intéressé (article 8, § 1er), soit de la langue utilisée par les administrations pour leurs services intérieurs (article 8, § 2), sans qu'une distinction soit faite dans la loi entre la partie imprimée et les mentions manuscrites des actes et certificats.

Au surplus, le texte de l'arrêté ministériel du 11 mai 1936 n'est pas conforme aux intentions exprimées dans son préambule, suivant lequel le conseil des

.../...

Ministres, ayant constaté "que les cartes d'identité tombent sous l'application de l'article 8 de la loi du 28 juin 1932 relative à l'emploi des langues en matière administrative et qu'elles doivent en conséquence être rédigées par l'administration communale dans la langue déterminée par ladite loi pour les services intérieurs de cette administration" et "que l'acte constitué par la carte d'identité est en partie imprimé et en partie écrit", avait estimé qu'"il est logique d'adopter pour le texte imprimé et le texte manuscrit le même régime linguistique".

8. La commission permanente chargée par l'article 13 de la loi du 28 juin 1932 de surveiller l'application de cette loi a été amenée à plusieurs reprises à se prononcer sur le régime linguistique des cartes d'identité.

Ainsi, en 1935 ses membres ont été d'accord pour admettre que "les formulaires des cartes d'identité devaient être unilingues dans les communes des deux régions linguistiques mais bilingues dans les communes de l'agglomération bruxelloise et à minorité protégée" (Rapport du Ministre de l'Intérieur aux Chambres, Doc. parl. Sénat, session 1935-1936, n° 189, p. 36).

En 1949, la commission fut saisie d'une proposition tendant à la généralisation des "formules" bilingues."Les membres wallons, déniant à la carte d'identité le caractère de certificat et sensibles à l'argument d'ordre pratique invoqué à l'appui de la proposition , émirent un avis favorable. Par contre, leurs collègues flamands ont invoqué le texte de l'article 8, § 2, de la loi de 1932. Le libellé de ce texte indique qu'il est de stricte interprétation : l'unilinguisme des actes et certificats est

.../...

dans les régions unilingues une règle à laquelle il ne peut être dérogé. Le texte imprimé et le texte manuscrit du certificat que constitue incontestablement la carte d'identité ne peuvent dès lors, dans ces régions, être soumis à un régime linguistique hybride" (Doc. parl. Sénat, session extr. 1950, n° 23, p. 11).

Dans chacun de ces avis, la commission commettait la même erreur d'interprétation que le Gouvernement en admettant, du moins pour les communes bilingues ou à minorité protégée, l'utilisation de formules bilingues ou trilingues pour les cartes d'identité.

9. Les dispositions légales qui déterminent la langue dont il est fait usage en ce qui concerne les cartes d'identité sont actuellement :

1° l'article 8, § 3, de la loi du 28 juin 1932, modifié par la loi du 8 novembre 1962, qui dispose :

"§ 3. Dans les communes énumérées à l'article 6, § 4, les actes sont établis dans la langue déterminée par la présente loi pour les services intérieurs; tout intéressé peut cependant s'en faire délivrer la traduction dans l'autre langue nationale sans frais supplémentaires. Cette traduction vaut expédition ou copie certifiée conforme. Les certificats sont établis dans la langue indiquée par le requérant intéressé".

Les communes énumérées à l'article 6, § 4, sont celles de "Comines, Houthem, Bas-Warneton, Warneton, Ploegsteert, Messines, Mouscron, Luingne, Herseaux, Dottignies, Espierres, Helchin, Renaix, Flobecq, Biévène, Marcq, Enghien, Petit-Enghien, Herstappe, Mouland, Fouron-le-Comte, Fouron-Saint-Marin, Fouron-Saint-Pierre, Remersdaal et Teuven".

.../...

2° Les articles 7, § 2, c, 14 et 19, § ler, de la loi du 2 août 1963 qui disposent :

"Article 7, § 2, c.

Les mêmes services rédigent en néerlandais ou en français selon le désir de l'intéressé, les certificats, déclarations et autorisations délivrés aux particuliers".

Les services visés sont les services locaux des communes de Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse, Wemmel et Wezembeek-Oppem (article 7, § ler).

"Article 14.

§ ler. Tout service local établi dans la région de langue française ou de langue néerlandaise rédige dans la langue de sa région les certificats, déclarations et autorisations qu'il délivre aux particuliers.

Tout intéressé qui en établit la nécessité peut s'en faire délivrer la traduction aux conditions prévues à l'article 13, § ler.

§ 2. Par dérogation au § ler, le document est rédigé, selon le désir de l'intéressé, en français ou en allemand, quand le service est établi dans une commune malmédienne.

§ 3. Tout service local, établi dans la région de langue allemande, rédige en allemand ou en français, selon le désir de l'intéressé, les certificats, déclarations et autorisations qu'il délivre aux particuliers".

.../...

"Article 19.

§ 1er. Les services locaux établis dans Bruxelles-Capitale rédigent en français ou en néerlandais, selon le désir de l'intéressé, les actes qui concernent les particuliers ainsi que les certificats, déclarations et autorisations qui leur sont délivrés".

10. Lors des travaux préparatoires de la loi du 2 août 1963, le rapporteur de la Commission de l'Intérieur du Sénat déclara à propos des régions unilingues :

"Le statut des services locaux est unilingue, c'est-à-dire que :

- tout service utilise exclusivement la langue de la région dans ses services intérieurs, dans ses rapports avec les autres services de la même région linguistique et de Bruxelles-Capitale (article 10);
- il utilise également la langue de la région pour les avis, communications, formulaires destinés au public (article 11), ainsi que pour les actes qui concernent les particuliers, et la transcription des actes de l'état civil (article 13).

Il agit de même pour la rédaction des certificats, déclarations et autorisations délivrés aux particuliers (article 14); cela vise, par exemple, tous les certificats délivrés par les services de la population, extraits de registres de population, certificats de bonne vie et moeurs, cartes d'identité, passeports, etc...

Le mot "exclusivement" signifie que l'usage de traductions est interdit (avis Conseil d'Etat, p.17)" (Doc. parl. Sénat, n° 304, p. 19).

.../...

Il précise ainsi à nouveau que pour l'application de la législation sur l'emploi des langues, la carte d'identité est un "certificat".

En ce qui concerne "Bruxelles-Capitale", le même rapport déclare que "les actes concernant les particuliers, les certificats, déclarations, autorisations sont rédigés en français ou en néerlandais, selon le désir de l'intéressé" (p. 21).

11. Il ressort tant des travaux préparatoires que du texte des lois des 8 novembre 1962 et 2 août 1963 que celles-ci, basées plus que jamais sur le principe de l'unilinguisme, ne permettent la délivrance de cartes d'identité bilingues dans aucune commune du pays.

Si dans les communes énumérées à l'article 6, § 4, de la loi du 28 juin 1932, dans les communes malmédiennes ou de langue allemande ainsi que dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale et dans les communes énumérées à l'article 7, § 1er, de la loi du 2 août 1963, les certificats peuvent être rédigés dans l'une ou l'autre langue nationale, selon le désir des intéressés, on ne peut déduire du choix qui est donné à ces derniers que les mentions imprimées de ces certificats peuvent être bilingues.

Au sens de la législation sur l'emploi des langues, le texte imprimé de la carte d'identité n'est pas un formulaire mais un des éléments qui constituent ce certificat au même titre que les mentions manuscrites qui y sont portées; ce texte imprimé doit donc être soumis au même régime linguistique que le texte manuscrit et doit, par conséquent, être unilingue.

.../...

Le présent projet n'est, dès lors, pas conforme aux articles 8, § 3, de la loi du 28 juin 1932, modifié par la loi du 8 novembre 1962, 7, § 2, c, 14 et 19, § 1er, de la loi du 2 août 1963, lorsqu'il prévoit, en son article 4, §§ 2 et 3, que les textes imprimés de la carte d'identité sont bilingues.

La même observation doit être faite à propos de quatre modèles de cartes d'identité annexés au projet, qui comportent des mentions bilingues.

Consultée sur la question qui fait l'objet des développements qui précèdent, la Commission permanente de contrôle linguistique a conclu dans le même sens (avis du 20 mai 1965).

+

Article 8.

En vertu de lois particulières, d'autres autorités que l'officier de l'état civil et son délégué sont chargées d'inscrire certaines mentions sur la carte d'identité; c'est le cas pour la mention de la déchéance du droit de conduire un véhicule automobile.

Le texte de l'article 8 du projet devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Les mentions prévues aux annexes du présent arrêté sont inscrites sur la carte par l'officier de l'état civil ou par son délégué; celui-ci y appose la photographie du titulaire et le sceau communal.

La carte est signée par son titulaire.

Aucune autre inscription ne peut être faite sur la carte sauf celles qui sont prévues par d'autres dispositions".

+

.../...

Article 10.

L'article 51 de la loi du 2 août 1963 dispose :

"Sont nuls tous actes et règlements administratifs contraires, quant à la forme ou quant au fond, aux dispositions de la présente loi.

Sans préjudice de l'application de l'article 54, § 4, alinéa 3, de la présente loi, la nullité de ces actes ou règlements est constatée à la requête de toute personne intéressée, soit par l'autorité dont ces actes ou règlements émanent, soit, selon le cas et l'ordre de leurs compétences respectives, par l'autorité de tutelle, les cours et tribunaux ou le Conseil d'Etat.

Les actes ou règlements dont la nullité est ainsi constatée en raison d'irrégularités quant à la forme sont remplacés en forme régulière par l'autorité dont ils émanent : ce remplacement sortit ses effets à la date de l'acte ou du règlement remplacé.

Ceux dont la nullité est constatée en raison d'irrégularité quant au fond interrompent la prescription ainsi que les délais de procédure contentieuse et administrative impartis à peine de déchéance.

Le constat de nullité des actes et règlements visés par le présent article se prescrit après cinq ans".

.../...

Comme l'a relevé la Commission permanente de contrôle linguistique dans son avis du 20 mai 1965 en ce qui concerne les dispositions transitoires, "l'arrêté royal ne peut suspendre la loi".

La disposition de l'article 10, 2°, du projet devrait, dès lors, être supprimée.

+

Article 11.

L'article 11 du projet devrait être rédigé comme suit :

"Article 11.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté du Régent du 1er mars 1950 relatif aux cartes d'identité, modifié par les arrêtés royaux des 14 juillet 1954 et 14 novembre 1955;

2° l'arrêté ministériel du 19 mai 1952 fixant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Régent du 1er mars 1950 relatif aux cartes d'identité et portant les mesures transitoires y afférentes".

En outre, l'arrêté royal du 14 novembre 1955 portant création d'une pièce d'identité pour enfants de moins de douze ans se référant en son article 8 à l'arrêté du Régent du 1er mars 1950, il faudrait prévoir dans le projet un article qui mettrait l'article 8 précité en concordance avec l'arrêté en projet.

+

Par ailleurs, la référence à l'arrêté du Régent du 1er mars 1950 figurant à l'article 2-15 de la loi du 1er août 1899 portant révision de la législation et des règlements sur la police du roulage, modifié par la loi du 1er août 1963, ne sera plus exacte lorsque l'arrêté en projet sera entré en vigueur.

+

Les mots "Dispositions transitoires" qui précèdent l'article 10 du projet devraient être omis.

AANHEF.

Het tweede lid zou als volgt moeten worden gelezen :

"Gelet op de wet van 28 juni 1932 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gewijzigd bij de wetten van 8 november 1962 en 2 augustus 1963; ".

Het vierde lid moet vervallen. Het is niet gebruikelijk in de aanhef de besluiten te vermelden welke het ontwerp uitdrukkelijk opheft.

Het vijfde lid levert geen rechtsgrond op voor het ontwerp en kan dus vervallen.

ARTIKELEN.

Artikel 4.

In het ontwerp bepaalt dit artikel :

"...

§ 2. De gedrukte teksten zijn tweetalig Nederlands-Frans of Frans-Nederlands in de gemeenten van het arrondissement Brussel-Hoofdstad, bedoeld in artikel 6, § 1, van dezelfde wet.

Van het een of het ander van die formulieren wordt gebruik gemaakt naargelang dat de houder vraagt de inschrijvingen in het Nederlands of in het Frans te doen.

.../...

§ 3. De gedrukte teksten zijn :

1° tweetalig Nederlands-Frans of Frans-Nederlands in de gemeenten opgesomd in artikel 4, § 1, van de wet van 8 november 1962 tot wijziging van onder meer de wet van 28 juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken, naargelang dat ze in het Nederlandse of in het Franse taalgebied zijn gelegen ;

2° tweetalig Nederlands-Frans in de gemeenten opgesomd in artikel 7, § 1, van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken ;

3° tweetalig Frans-Duits in de gemeenten uit het Malmedyse, bedoeld in artikel 8, 2°, van deze zelfde wet ;

4° tweetalig Duits-Frans in de gemeenten opgesomd in artikel 5 van dezelfde wet.

In al de in deze paragraaf bedoelde gemeenten worden de kaarten ingevuld in de taal door de houder opgegeven".

Onderzocht moet worden, of deze bepaling in overeenstemming is met de wetgeving betreffende het gebruik van de talen in bestuurszaken.

1. De "kaart van eenzelvigheid en inschrijving in de bevolkingsregisters" is ingesteld door een koninklijk besluit van 6 februari 1919. Zij is dus een titel die geldt als bewijs van inschrijving in het bevolkingsregister. Volgens het arrest van het Hof van cassatie, verenigde kamers, van 18 november 1924 (Pas. 1925-I-25) is zij slechts "la reproduction ou même un simple état des énonciations des registres".

.../...

2. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 6 februari 1919 bepaalde, dat de identiteitskaart gelijkvormig moest zijn aan het door de Minister van Binnenlandse Zaken vastgestelde model.

Het ministerieel besluit van 8 februari 1919 (Staatsblad van 22 februari 1919), vastgesteld tot uitvoering van eerdervermeld besluit, zegt niets in verband met de taal van de identiteitskaart, maar de gedrukte gegevens op het enige model dat bij het besluit was gevoegd, waren in beide landstalen.

De wet van 22 mei 1878 "betrekkelijk het gebruik der Vlaamsche taal in bestuurszaken", die van kracht was toen de besluiten van 1919 werden vastgesteld, heeft het gebruik van de landstalen alleen geregeld voor berichten en mededelingen aan het publiek en voor de administratieve correspondentie in de provincies Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen en Limburg en in de arrondissementen Leuven en Brussel.

3. De wet van 31 juli 1921, die de wet van 22 mei 1878 heeft vervangen en opgeheven, bepaalde voor het eerst welke talen moesten worden gebruikt in de door openbare overheden op te maken akten.

Artikel 8 van die wet bepaalde :

"De akten, door de centrale besturen van de Staat en van de openbare overheden op te maken, worden gesteld in de taal door de belanghebbende aangewezen.

.../...

De akten, door de andere openbare overheden op te maken, worden gesteld in de taal, bij deze wet bepaald voor de inwendige diensten ; echter kan elke belanghebbende zich daarvan een echt verklaard afschrift of kopie doen afleveren door vertaling in de andere landstaal ...".

Na de afkondiging van die wet achtte de Regering het niet nodig, de taalregeling voor de identiteitskaarten te wijzigen.

4. De wet van 31 juli 1921 is op haar beurt vervangen en opgeheven door de wet van 28 juni 1932, waarvan artikel 8, dat artikel 8 van de vorige wet overnam en aanvulde, bepaalde:

"§ 1. De akten en getuigschriften op te maken door de hoofdbesturen van de Staat en door de met hen gelijkgestelde besturen, alsmede door deze bedoeld bij de artikelen 2 (1), en 6, § 4, worden gesteld in de taal door de belanghebbende opgegeven.

§ 2. De akten en getuigschriften op te maken door de andere openbare overheden, worden gesteld in de taal welke bij deze wet voor hun inwendige diensten is bepaald ; ieder belanghebbende die er de noodzakelijkheid van aantoont, mag er zich echter, door middel van een vertaling in de andere landstaal, kosteloos een expeditie of voor echt verklaard afschrift van laten afgeven, mits zulks aan de gouverneur van zijn provincie aan te vragen".

.../...

(1) Artikel 2 had inzonderheid betrekking op de gemeentebesturen van de Brusselse agglomeratie.

De memorie van toelichting verantwoordde die wijziging als volgt :

"Artikel 8 der wet is lichtelijk gewijzigd : na de woorden "de akten ..." welke onder de alinea's 1 en 2 zijn vermeld, zijn de woorden "en getuigschriften" bijgevoegd. Men heeft betwist dat de bij de tekst gestelde verplichting zich namelijk tot de afgifte van identiteitskaarten uitstrekt" (Gedr. St., Kamer van Volksvert.,zitting 1930-1931, nr 197, blz. 5).

Met die interpretatie werd artikel 8 goedgekeurd. Wat de wil van de wetgever was,staat dus vast : voor identiteitskaarten gold de taalregeling die door de wet was vastgesteld voor akten en getuigschriften op te maken door de openbare overheden.

5. De regeling inzake de identiteitskaart werd gewijzigd door het ministerieel besluit van 11 mei 1936 (Staatsblad van 24 mei 1936),waarvan het enig artikel de volgende aanvulling gaf op artikel 2 van het ministerieel besluit van 8 februari 1919 :

"De gedrukte tekst zal Nederlands-eentalig zijn in de gemeenten waarop de wetgeving op het gebruik der talen in bestuurszaken het Vlaams taalstelsel toepast ; hij zal Frans-eentalig zijn in de gemeenten waarop genoemde wetgeving het Frans taalstelsel toepast ; hij zal tweetalig zijn :

1° in de gemeenten der Brusselse agglomeratie zoals deze is samengesteld bij voornoemde wetgeving ; de voorrang in de gedrukte tekst zal worden gegeven aan de taal, die door de gemeenteraad gekozen werd voor de inwendige dienst van het bestuur ;

.../...

2° in de gemeenten waar volgens de jongste tienjaarlijkse volkstelling minstens 30 t.h. der inwoners verklaard hebben het meest de taal van het andere taalgewest te spreken ; in laatstgenoemde gemeenten zal de voorrang in de tekst altijd worden gegeven aan de taal der meerderheid.

De tweetalige formulieren moeten ingevuld worden in de taal aangeduid door de requestrant".

6. Het koninklijk besluit van 6 februari 1919 en het ministerieel besluit van 8 februari 1919 zijn opgeheven en vervangen door het thans geldende besluit van de Regent van 1 maart 1950.

De §§ 2 en 3 van artikel 4 van dat besluit bepalen onderscheidenlijk, dat de gedrukte teksten in beide landstalen worden opgesteld wanneer de kaarten uitgereikt worden in de gemeenten van de Brusselse agglomeratie en in de gemeenten waar, volgens de laatste tienjaarlijkse volkstelling, 30 t.h. der inwoners verklaard hebben meestal de taal van het andere taalgebied te spreken (§ 1), en dat de gedrukte teksten in het Duits, het Frans en het Nederlands worden opgesteld wanneer de kaarten uitgereikt worden in de Duitssprekende gemeenten der kantons Eupen, Malmédy en Sankt-Vith.

7. Door tweetalige gedrukte teksten voor te schrijven in de opgegeven gemeenten, weken de genoemde besluiten van 11 mei 1936 en 1 maart 1950 af van artikel 8 van de wet van 28 juni 1932, hetwelk bepaalde, dat voor het opmaken van akten en getuigschriften moest worden gebruikt ofwel "de taal door de belanghebbende opgegeven" (artikel 8, § 1), ofwel de taal door de

.../...

besturen gebruikt voor hun "inwendige diensten" (artikel 8, § 2), zonder dat de wet een onderscheid maakte tussen het gedrukte gedeelte en de met de hand ingevulde gegevens van de akten en getuigschriften.

Bovendien is de formulering van het ministerieel besluit van 11 mei 1936 niet in overeenstemming met de bedoeling die tot uiting komt in de aanhef, volgens welke de Ministerraad, na te hebben vastgesteld "dat de identiteitskaarten onder de toepassing vallen van artikel 8 der wet van 28 juni 1932 betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken, en dat zij bijgevolg door het gemeentebestuur moeten opgesteld worden in de taal, die bij genoemde wet is bepaald voor de inwendige diensten van dit bestuur" en dat "de akte, welke de identiteitskaart uitmaakt, ten dele gedrukt en ten dele geschreven is", oordeelde dat "het logisch is voor de gedrukte en voor de geschreven tekst dezelfde taalregeling aan te nemen".

8. De permanente commissie die door artikel 13 van de wet van 28 juni 1932 werd "gelast voor de toepassing van deze wet te waken", heeft zich bij herhaling moeten uitspreken over de taalregeling voor identiteitskaarten.

Zo waren haar leden het in 1935 eens om aan te nemen "que les formulaires des cartes d'identité devaient être unilingues dans les communes des deux régions linguistiques mais bilingues dans les communes de l'agglomération bruxelloise et à minorité protégée" ("Rapport du Ministre de l'Intérieur aux Chambres législatives", Gedr.St.Senaat, zitting 1935-1936, nr 189, blz. 36).

.../...

In 1949 werd bij de commissie een voorstel tot veralgemening van de tweetalige "formulieren" ingediend. "De Waalse leden hebben aan de identiteitskaart het karakter van getuigschrift ontzegd ; zij gaven gehoor aan het praktisch argument dat ten voordele van het voorstel werd aangehaald en zij brachten dan ook dienaangaande een gunstig advies uit. Hun Vlaamse collega's daarentegen hebben de tekst van artikel 8, § 2, van de wet van 1932 ingeroepen. Zoals hij opgesteld is, wijst die tekst er op dat hij strikt geïnterpreteerd moet worden : de ééntaligheid van de akten en getuigschriften is in de ééntalige streken een regel waarvan niet mag afgeweken worden. De gedrukte en de geschreven teksten van het getuigschrift, dat de identiteitskaart ontegensprekelijk is, mogen derhalve niet in de streken aan een verschillend taalregime onderworpen worden" (Gedr.St., Senaat, buitengewone zitting 1950, nr 23, blz. 11).

In elk van die adviezen beging de commissie bij de interpretatie dezelfde vergissing als de Regering, door aan te nemen dat, althans in tweetalige gemeenten of in gemeenten met beschermde minderheid, voor de identiteitskaarten twee- of drietalige formulieren moesten worden gebruikt.

9. De wetsbepalingen die zeggen welke taal gebruikt wordt voor de identiteitskaarten, zijn thans :

.../...

1° artikel 8, § 3, van de wet van 28 juni 1932, gewijzigd bij de wet van 8 november 1962, dat bepaalt :

"§ 3. In de gemeenten opgesomd in artikel 6, § 4, worden de akten gesteld in de taal die bij deze wet voor de inwendige diensten is bepaald ; ieder belanghebbende kan zich echter een vertaling daarvan in de andere landstaal, zonder bijkomende onkosten, laten uitreiken. Zulke vertaling heeft waarde van expeditie of voor echt verklaard afschrift. De getuigschriften worden gesteld in de taal aangeduid door de belanghebbende verzoeker".

De in artikel 6, § 4, opgesomde gemeenten zijn : "Komen, Houthem, Neerwaasten, Waasten, Ploegsteert, Mesen, Moeskroen, Luingne, Herseaux, Dottenijs, Spiere, Helkijn, Ronse, Vloesberg, Bever, Mark, Edingen, Lettelingen, Herstappe, Moelingen, 's-Gravenvoeren, Sint-Martens-Voeren, Sint-Pieters-Voeren, Remersdaal en Teuven".

2° De artikelen 7, § 2,c, 14 en 19, § 1, van de wet van 2 augustus 1963, die bepalen :

"Artikel 7, § 2, c.
Dezelfde diensten stellen de aan de particulieren uitgereikte getuigschriften, verklaringen en machtigingen in het Nederlands of in het Frans, naar gelang van de wens van de belanghebbende".

.../...

Bedoeld worden de plaatselijke diensten van de gemeenten Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Sint-Genesius-Rode, Wemmel en Wezembeek-Oppem (artikel 7, § 1).

"Artikel 14.

§ 1. Iedere plaatselijke dienst, die in het Nederlandse of in het Franse taalgebied gevestigd is, stelt de aan de particulieren uit te reiken getuigschriften, verklaringen, machtigingen en vergunningen in de taal van zijn gebied.

Iedere belanghebbende die er de noodzaak van aantoont, kan de vertaling ervan bekomen onder de in artikel 13, § 1, bepaalde voorwaarden.

§ 2. In afwijking van § 1 wordt het bescheid naar gelang van de wens van de belanghebbende gesteld in het Frans of in het Duits wanneer de dienst gevestigd is in een gemeente uit het Malmedyse.

§ 3. Iedere plaatselijke dienst die in het Duits taalgebied gevestigd is, stelt de aan de particulieren uit te reiken getuigschriften, verklaringen, machtigingen en vergunningen in het Duits of in het Frans naar gelang van de wens van de belanghebbende .

Artikel 19.-

§ 1. De plaatselijke diensten, die in Brussel-Hoofdstad gevestigd zijn, stellen de akten die de particulieren betreffen alsook de getuigschriften, verklaringen, machtigingen en vergunningen die aan de particulieren worden afgegeven, in het Nederlands of in het Frans, naar gelang van de wens van de belanghebbende".

.../...

10. Bij de parlementaire voorbereiding van de wet van 2 augustus 1963, heeft de verslaggever van de Senaatscommissie voor de binnenlandse zaken in verband met de eentalige gebieden gezegd :

"Het statuut van de plaatselijke diensten is eentalig, dit wil zeggen dat iedere dienst :

- uitsluitend de taal van zijn gebied gebruikt in zijn binnendiensten, in zijn betrekkingen met de andere diensten uit hetzelfde taalgebied en uit Hoofdstad-Brussel (artikel 10);
- eveneens de taal van zijn gebied gebruikt voor de berichten, mededelingen en formulieren die voor het publiek bestemd zijn (artikel 11), alsmede voor de akten die particulieren betreffen en de overschrijving van de akten van de burgerlijke stand (artikel 13) .

Hij stelt de aan de particulieren uit te reiken getuigschriften, verklaringen, machtigingen en vergunningen eveneens in de taal van zijn gebied (artikel 14) :hier worden bijvoorbeeld bedoeld al de getuigschriften uitgereikt door de bevolkingsdiensten, uittreksels uit de bevolkingsregisters, getuigschriften van goed zedelijk gedrag, identiteitskaarten, paspoorten, enz.

Het woord "uitsluitend" betekent dat het verboden is gebruik te maken van vertalingen (advies Raad van State, blz. 17)" (Gedr.St., Senaat, zitting 1962-1963, nr 304, blz. 19).

.../...

Er is hier dus andermaal duidelijk gesteld, dat de identiteitskaart een "getuigschrift" is voor de toepassing van de taalwetgeving.

In verband met Hoofdstad-Brussel zegt hetzelfde rapport : "de akten betreffende de particulieren, de getuigschriften, verklaringen, machtigingen en vergunningen worden volgens de wens van de belanghebbende in het Frans of het Nederlands opgesteld" (blz. 21).

11. Zowel uit de parlementaire voorbereiding als uit de tekst van de wetten van 8 november 1962 en 2 augustus 1963 blijkt dus dat deze, meer dan ooit steunend op het eentaligheidsbeginsel, in geen enkele gemeente van het land de afgifte van tweetalige identiteitskaarten toestaan.

In de gemeenten genoemd in artikel 6, § 4, van de wet van 28 juni 1932, in de gemeenten uit het Malmedyse of in de Duitssprekende gemeenten, alsook in het arrondissement Hoofdstad-Brussel en in de gemeenten genoemd in artikel 7, § 1, van de wet van 2 augustus 1963, mogen de getuigschriften dus worden opgesteld in de ene of in de andere landstaal volgens de wens van de belanghebbenden, maar uit de keuze die hun wordt gelaten mag niet worden afgeleid, dat de gedrukte gegevens op die getuigschriften tweetalig mogen zijn.

.../...

In de zin van de taalwetgeving is de gedrukte tekst van de identiteitskaart geen formulier, maar een van de bestanddelen die dat getuigschrift uitmaken, evengoed het met de hand geschreven gedeelte ervan ; die gedrukte tekst moet dus worden onderworpen aan dezelfde taalregeling als de geschreven tekst, dat wil zeggen eentalig zijn.

Het onderhavige ontwerp is derhalve niet in overeenstemming met artikel 8, § 3, van de wet van 28 juni 1932, gewijzigd bij de wet van 8 november 1962, noch met de artikelen 7, § 2, c, 14 en 19, § 1, van de wet van 2 augustus 1963, waar het in artikel 4, §§ 2 en 3, bepaalt dat de gedrukte teksten van de identiteitskaart tweetalig zijn.

Hetzelfde moet worden opgemerkt voor de vier bij het ontwerp gevoegde modellen van identiteitskaarten met tweetalige tekst.

De Vaste Commissie voor taaltoezicht, die over de hier behandelde kwestie werd geraadpleegd, heeft in dezelfde zin geconcludeerd (advies van 20 mei 1965).

+

Artikel 8.

Krachtens bijzondere wetten zijn nog andere overheden dan de ambtenaar van de burgerlijke stand en zijn gemachtigde belast met het aanbrengen van sommige vermeldingen op de identiteitskaart ; dat is het geval met de vervallenverklaring van het recht om een motorvoertuig te besturen.

.../...

De tekst van artikel 8 van het ontwerp zou derhalve als volgt moeten worden geredigeerd :

"De vermeldingen, voorgeschreven op de bijlagen van dit besluit, worden op de identiteitskaart aangebracht door de ambtenaar van de burgerlijke stand of door zijn gemachtigde ; deze brengt er de foto van de houder en het gemeentezegel op aan.

De kaart wordt door de houder ondertekend.

Op de kaart mag geen ander gegeven worden ingeschreven, behalve de gegevens die door andere bepalingen voorgeschreven zijn".

+

Artikel 10.

Artikel 51 van de wet van 2 augustus 1963 bepaalt:

"Zijn nietig alle administratieve handelingen en verordeningen, die naar vorm of naar inhoud strijdig zijn met de bepalingen van deze wet .

Onverminderd de toepassing van artikel 54, § 4, derde lid, van deze wet, wordt de nietigverklaring van die handelingen en verordeningen vastgesteld op verzoek van iedere belanghebbende, hetzij door de overheid van wie die handelingen en verordeningen uitgaan, hetzij naar gelang van het geval en de rangorde van hun respectieve bevoegdheden, door de toezichthoudende overheid, de hoven en rechtbanken of de Raad van State.

.../...

Wanneer aldus wordt vastgesteld dat handelingen of reglementen nietig zijn wegens hun vorm, worden zij door de overheden, waarvan zij uitgaan, vervangen door bescheiden die naar de vorm regelmatig zijn : die vervanging heeft uitwerking op de datum van het vervangen bescheid.

De akten en reglementen waarvan wordt vastgesteld dat zij nietig zijn wegens hun inhoud onderbreken de verjaring zomede de termijnen die, met betrekking tot de procedure inzake geschillen en de administratieve procedure, op straf van verval opgelegd zijn.

De vaststelling van de nietigheid van de bij dit artikel bedoelde handelingen en verordeningen verjaart na vijf jaar".

Zoals de Vaste Commissie voor taaltoezicht in haar advies van 20 mei 1965 met betrekking tot de overgangsbepalingen heeft opgemerkt, kan het koninklijk besluit de wet niet schorsen.

De bepaling van artikel 10, 2°, van het ontwerp zou dan ook moeten vervallen.

Artikel 11.

Artikel 11 van het ontwerp zou als volgt moeten worden gelezen :

.../...

"Artikel 11.-

Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regent van 1 maart 1950 betreffende de identiteitskaarten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 juli 1954 en 14 november 1955 ;

2° het ministerieel besluit van 19 mei 1952 houdende vaststelling van de datum waarop het besluit van de Regent van 1 maart 1950 betreffende de identiteitskaarten in werking treedt, benevens overgangsmaatregelen in verband daarmede".

Artikel 8 van het koninklijk besluit van 14 november 1955 tot instelling van een identiteitsbewijs voor kinderen beneden twaalf jaar verwijst naar het besluit van de Regent van 1 maart 1950. In het ontwerp zou een artikel moeten worden opgenomen dat artikel 8 met het ontwerp-besluit in overeenstemming brengt.

+

In artikel 2-15 van de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1963, zal de verwijzing naar het besluit van de Regent van 1 maart 1950 niet meer juist zijn als het ontwerp-besluit in werking zal zijn getreden.

+

Het woord "Overgangsbepalingen" boven artikel 10 van het ontwerp, zou moeten vervallen.

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

J. DE MEYER, assesseurs de la section de législation,
R. PIRSON, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été préparé par une commission composée de M. J. MASQUELIN, de M. J. DE MEYER et de M. H. ROUSSEAU, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd voorbereid door een commissie bestaande uit de H. J. MASQUELIN, de H. J. DE MEYER en de H. H. ROUSSEAU, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. DE LEUZE. (s.) G. HOLOYE.